



**CONSEIL DE DIRECTION**  
**86<sup>ème</sup> session**  
**Rome, 18-20 avril 2007**

UNIDROIT 2007  
C.D. (86) 19  
Original: anglais  
mars 2007

**Point No. 19 de l'ordre du jour: La base de données de droit uniforme**

(note préparée par le Secrétariat)

<i>Sommaire</i>	<i>Le document illustre les développements dans l'élaboration de la base de données UNILAW et les développements attendus dans l'année à venir</i>
<i>Action demandée</i>	<i>Les membres du Conseil de direction sont invités à assister les membres du personnel qui travaillent sur la base de données;</i>
<i>Documents connexes</i>	<i>Aucun</i>

**PRINCIPAUX PARAMETRES DE DISCUSSION PROPOSES PAR LE SECRETARIAT**

<b>Priorité</b>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	élevée	moyenne	basse	à déterminer

**1. INTRODUCTION**

1. La décision d'établir une base de données sur le droit uniforme a été prise par le Conseil de direction d'UNIDROIT en 1994 lorsqu'il a été décidé que l'Institut deviendrait un "centre d'excellence", un point focal pour le droit uniforme qui concentre les informations sur l'application des instruments de droit uniforme. Il faut noter que la philosophie de la base des données a toujours été que le produit offert par celle-ci devait être présentée avec une importante valeur ajoutée : le matériel devrait être analysé et classifié.

**1. ETAT DES DEVELOPPEMENTS**

2. Un résumé de l'état des développements concernant l'insertion du matériel dans la base de données se trouve dans l'annexe 1 de ce document.

**(A) LOGICIEL**

3. Le logiciel est en cours de modification. Le logo et la couleur ont déjà été mis à jour, et des modifications supplémentaires seront apportées afin d'ajouter plus de conventions ainsi que des sections concernant aussi bien les systèmes judiciaires des pays pour lesquels des décisions sont insérées que les collaborateurs de la base.

## **(B) INSTRUMENTS TRAITES**

4. La *Convention de 1956 relative au contrat de transport international de marchandises par route (CMR)* est la seule convention à être visible, d'autres conventions sont à différents stades de préparation. La *Convention du Cap de 2001 relative aux garanties internationales portant sur des matériels d'équipement mobiles* et son *Protocole Aéronautique* seront les prochains instruments à être traités. La table des matières et les mots-clé aussi bien en français qu'en anglais ont été élaborés pour la Convention (voir l'exemple dans l'annexe 2). La table des matières et les mots-clé pour le Protocole Aéronautique sont en cours de préparation. La contribution de M. John Atwood pour la vérification de la table des matières et des mots-clé préparés pour la Convention du Cap est très appréciée.

## **(C) BIBLIOGRAPHIE**

5. La bibliographie est extrapolée de la bibliographie publiée par la *Revue de droit uniforme*. Elle est répertoriée, et les mots-clé ainsi que les références aux articles pertinents de la Convention sont ajoutés. Des exemples de bibliographies concernant la CMR et les garanties internationales se trouvent dans l'annexe 3.

## **(D) DECISIONS**

6. Les textes complets des décisions sont tout d'abord retrouvés dans les revues de la bibliothèque de l'Institut, mais aussi dans des bases de données en ligne gardées par certains tribunaux nationaux. Un exemple d'une décision qui a été complètement traitée dans la base de données aussi bien en français qu'en anglais se trouve dans l'annexe 4.

7. Etant donné qu'il est difficile d'obtenir des sommaires, le Secrétariat a commencé à insérer aussi les décisions qui n'ont pas de sommaires (la plupart des décisions autrichiennes et allemandes), ou bien qui disposent de sommaires en une seule langue (la plupart des décisions belges et hongroises). En ce qui concerne les sommaires, UNILAW utilise également les sommaires publiés par la *Revue de droit uniforme*, comme le Conseil d'administration de la fondation de droit uniforme et le Conseil de direction de l'Institut l'avaient indiqué. Dans le choix des conventions qui devraient être traitées dans le futur, l'attention sera essentiellement portée sur les conventions pour lesquelles des sommaires des décisions sont déjà disponibles afin de ne pas perdre le bénéfice du travail déjà effectué pour la Revue.

## **3. DEVELOPPEMENTS PROPOSES POUR 2007**

8. Un résumé des développements proposés pour UNILAW en 2007 se trouve dans l'annexe 5.

9. Lorsque l'on considère le développement de la base de données, il serait opportun de rapporter la discussion qui a eu lieu le 30 novembre 2006 lors de la réunion du Conseil d'administration de la Fondation. Le Professeur Sir Roy Goode, Président de la Fondation, et le Professeur Kronke avaient exprimé une certaine inquiétude pour la gestion des décisions qui pourrait être très difficile vu le nombre extraordinaire des décisions. Par conséquent, ils ont suggéré de faire un choix qui tienne compte également de la difficulté d'obtenir une base de données exhaustive. Une discussion a été entamée dans laquelle, entre autres, la nature incomplète des bases de données a été mise en évidence. En définitive, le Conseil a approuvé la suggestion de M. Putzeys qui consistait à publier sur le site d'UNILAW une liste de toutes les décisions contenant les références importantes, et de traiter complètement un certain nombre de décisions choisies pour leur importance par M. Putzeys et par M. Clarke au cas où il se

montrerait disponible. Il a été décidé que d'autres conventions outre la CMR seraient également traitées dès que possible, la Convention du Cap figure en tête de liste.

#### **(A) ASSISTANCE**

10. Des efforts devraient être faits afin d'assurer l'assistance d'universitaires experts dans les domaines pris en considération

- pour préparer, ou bien contrôler la préparation, des sommaires de jurisprudence
- pour préparer ou vérifier les tables des matières et les mots-clé préparés sur la base des textes des conventions
- pour nous envoyer des stagiaires
- pour commencer, si possible, un programme *post-graduate* auprès de leur université pour nous aider avec la base de données.

11. En 2006, des relations ont été établies avec :

M. Gábor Palásti, Professeur adjoint, Département de droit européen et de droit international privé, Faculté de droit de l'Université de Miskolc (Hongrie)

Mme Cécile Legros, Maître de Conférence en droit privé à l'Université de Rouen (France)

M. Carlos Llorente, Avocat, Université Carlos III, Madrid (Espagne).

12. Jusqu'à présent, M. Gábor Palásti a fait parvenir au Secrétariat 19 sommaires de jurisprudence qui ont été insérés dans la base de données. Au début de 2006 M. Leo Van den hole, un ancien stagiaire et actuellement avocat chez LeBoeuf Lamb Green & MacRae à Bruxelles, a envoyé au Secrétariat 24 sommaires de jurisprudence sur des décisions rendues en Belgique accompagnées du texte intégral des décisions scannérisées et relues, et au début de 2007, il a envoyé quelques sommaires de décisions néerlandaises. Actuellement, il travaille sur d'autres décisions néerlandaises. Leur contribution est très appréciée.

13. La collaboration de Mme Stéphanie Gehlen, Conseiller d'Etat et ancien associée de M. Putzeys est la bienvenue. Nous sommes également reconnaissants à M. Malcolm Clarke, Professeur de droit à l'Université de Cambridge, pour son assistance pour obtenir l'autorisation des éditeurs Lloyd's Law Reports de reproduire le texte intégral des décisions rendues au Royaume-Uni.

14. S'il est difficile d'obtenir des sommaires de jurisprudence, il est bien plus difficile d'obtenir l'assistance avec l'extrapolation des tables des matières et des mots-clé des textes des conventions. M. Clarke offre son aide pour la table des matières relative à la *Convention de Montréal de 1999 pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international*, et M. Kurt Siehr travaille sur la table des matières et les mots-clé relatifs à la *Convention d'UNIDROIT de 1995 sur les biens culturels volés ou illicitement exportés*.

15. En ce qui concerne les stagiaires, M. Francesco Chattelli (Italie) et M. Alexander Wulf (Allemagne) sont arrivés au début de 2007, et en automne M. Laurent Ramette (France) et Mme Anja Hauth (Allemagne) sont attendus.

16. Au niveau clérical, la contribution de Mme Judit Kisely est très appréciée.

**(B) CONSULTATION DE LA BASE DE DONNEES**

17. Dans le futur, il est prévu que la consultation de UNILAW se fera par le biais d'un paiement, ce qui contribuerait au financement de la base de données. Cette évolution devrait avoir lieu lorsque la base de données contiendra plus de données sur les décisions relatives à la CMR et aux autres conventions. On espère que ceci puisse être possible vers la fin de l'année mais beaucoup dépend du temps qu'il est possible de consacrer à la base de données, ainsi que des autres engagements des personnes impliquées, et notamment du Secrétariat

## SUMMARY OF THE STATE OF DEVELOPMENT OF THE UNILAW DATABASE

## ANNEX/ANNEXE 1

INSTRUMENT	TEXT	Issues	KEYWORDS	BIBLIOGRAPHY	No. CASES COLLECTED AS AT 1.2.2007	CASES INSERTED IN DATA BASE	CASE SUMMARIES
<b>1956 CMR</b>	<b>Inserted E/F and visible</b>	<b>Done E/F</b>	<b>Done E/F</b>	<b>Classified and inserted progressively</b>	<b>1,266</b>	<b>409 inserted 369 visible ca. 200/250 scanned or downloaded</b>	<b>ca 300 summaries in E, not all visible yet ca 100/120 in French</b>
<b>1929 Warsaw</b>	<b>Inserted E/F not visible</b>	<b>E/F Text prepared for treatment</b>	<b>E/F Text prepared for treatment</b>	<b>Bibliography on Air Transport prepared for classification</b>	196		
<b>1999 Montreal</b>	<b>Inserted E/F not visible</b>	<b>E in progress</b>	<b>E in progress</b>		2		
1978 Hamburg Rules		E Text prepared for treatment	E Text prepared for treatment	Bibliography on Sea Transport being prepared for classification	18		
1910 Brussels					8		
1952 Brussels Arrest					58		
1924 Hague Rules		E Text prepared for treatment	E Text prepared for treatment		146		
1968 Hague-Visby Rules					85		
1972 London Collisions at Sea					1		
1974 York-Antwerp Rules					3		
1976 London LLMC					26		
1970 Brussels CCV		E Text prepared for treatment	E Text prepared for treatment				
1991 OTT		E Text prepared for treatment	E Text prepared for treatment				
1973 Washington Wills		E Text prepared for treatment	E Text prepared for treatment				
<b>2001 Cape Town Convention</b>	<b>Inserted E/F not visible</b>	<b>Inserted E/F not visible</b>	<b>Inserted E/F not visible</b>	<b>Classification in progress</b>	-		
<b>2001 Aircraft Protocol CT</b>	<b>Inserted E/F not visible</b>				-		
1954 Cultural Property					1		
<b>1995 Cultural Property</b>	<b>Inserted E/F not visible</b>	<b>E in progress</b>	<b>E in progress</b>	<b>Prepared for classification</b>	<b>2</b>		
1988 Leasing	<b>Inserted E/F not visible</b>	E/F Text prepared for treatment	E/F Text prepared for treatment		2		
1988 Factoring		E/F Text prepared for treatment	E/F Text prepared for treatment		-		

Single cases have been collected for a number of conventions not in the above table.

## 2001 Cape Town Convention on International Interests in Mobile Equipment: Issues and Keywords

## ANNEX/ANNEXE 2

TEXT	ISSUES	KEYWORDS
<b>Article 22 — Searches</b>		
<b>Article 22 — Consultations</b>		
1. Any person may, in the manner prescribed by the Protocol and regulations, make or request a search of the International Registry by electronic means concerning interests or prospective international interests registered therein.	22. Searches 22.01 Persons entitled to make or request search	Search of International Registry Persons entitled to make search Persons entitled to request search Electronic means
1. Toute personne peut, selon les modalités prévues par le Protocole et le règlement, par des moyens électroniques, consulter le Registre international ou demander une consultation au sujet de toute garantie ou garantie internationale future qui y serait inscrite.	22. Consultations 22.01 Personnes habilitées à faire ou demander une consultation	Consultation du Registre international Personnes habilitées à faire une consultation Personnes habilitées à demander une consultation Moyens électroniques
2. Upon receipt of a request therefor, the Registrar, in the manner prescribed by the Protocol and regulations, shall issue a registry search certificate by electronic means with respect to any object: (a) stating all registered information relating thereto, together with a statement indicating the date and time of registration of such information; or (b) stating that there is no information in the International Registry relating thereto.	22. Searches 22.02 Registry search certificate 22.02.01 Information specified in certificate 22.02.02 Statement no information available	Registry search certificate Registrar Registered information Statement of registered information and date of registration Statement non-availability of information Electronic means
2. Lorsqu'il reçoit une demande de consultation relative à un bien, le Conservateur, selon les modalités prévues par le Protocole et le règlement, émet par des moyens électroniques un certificat de consultation du Registre: a) reproduisant toutes les informations inscrites relatives à ce bien, ainsi qu'un relevé de la date et de l'heure d'inscription de ces informations; ou b) attestant qu'il n'existe dans le Registre international aucune information relative à ce bien.	22. Consultations 22.02 Certificat de consultation du Registre	Certificat de consultation du Registre: Conservateur Informations inscrites Relevé des informations inscrites et de la date de l'inscription Relevé de la non disponibilité d'informations Moyens électroniques
3. A search certificate issued under the preceding paragraph shall indicate that the creditor named in the registration information has acquired or intends to acquire an international interest in the object but shall not indicate whether what is registered is an international interest or a prospective international interest, even if this is ascertainable from the relevant registration information.	22. Searches 22.03.01 Indication of acquisition or intended acquisition of international interest 22.03.02 No indication whether international interest or prospective international interest	Registry search certificate Data in Registry search certificate

## BIBLIOGRAPHY

## ANNEX/ANNEXE 3

## (A) CMR BIBLIOGRAPHY

	AUTHOR	TITLE	REFERENCES	ARTICLE OF CMR	KEYWORDS ENGLISH	KEYWORDS FRENCH	BIBL. AREAS
1.	BLASCHE, G.	Die Verjährung, die Kompensation und der böse CMR-Frachter	Verkehr, 1973, 683	32(2) – (4), 39(4)	limitation of actions, compensation	prescription des actions, indemnités	Conclusion and performance of the contract of carriage / Conclusion et exécution du contrat
2.	BLASCHE, G.	Zum Haftungsumfang nach der CMR: Ein Fall aus der Praxis	Verkehr, 1973, 1407	23	liability case study	responsabilité étude de cas	Liability / Responsabilité
3.	BLOM, A.	The necessity of the operation of a "casualty" during the period of cargo insurance [Belgisch-Nederlands CMR-Seminar, 26 mei 2000]	European Transport Law, 35 (2000-3), 375-379	6	Insurance Casualty	Assurance accidentés	Insurance / Assurance
4.	BOGGIO, L.	La C.M.R. è imperativa, ma il vettore stradale internazionale non risponde	Diritto Marittimo, 101 (1999), 833-856		Italy Mandatory nature of the CMR	Italie Caractère d'ordre public de la CMR	Convention in General / La Convention en général
5.	BOGGIO, L.	Il trasporto di merci su strada tra CMR e Convenzione di Roma (sulla legge applicabile alle obbligazioni contrattuali). [Note :] Corte d'Appello di Trieste 5 novembre 2001 (Autamarocchi S.P.A. v. Alpina Versicherung AG)	Il Diritto Marittimo, 104 (2002), 978-983		1980 Rome Convention of the Law applicable to Contractual Obligations Italy case law	Convention de Rome de 1980 sur la loi applicable aux obligations contractuelles Italie jurisprudence	Convention in General / La Convention en général
6.	BOMBEECK, M. – HAMMER, P. – VERHAEGEN, B.	La responsabilité du transporteur routier dans le transport par car-ferries. L'article 2 de la Convention relative au contrat de transport international de marchandises par route	European Transport Law, 25 (1990), 110.	2	liability of carrier combined transport	responsabilité du transporteur transport combiné	Liability / responsabilité Combined transport / Transports combinés

## (B) INTERNATIONAL INTERESTS BIBLIOGRAPHY

Inst	No.	Author	Title	References	Article of CT	Keywords English	Keywords French	Bibl. Areas
C	1.	DIEDRICH, F.	Warenverkehrsfreiheit, Rechtspraxis und Rechtsvereinheitlichung bei internationalen Mobiliarsicherungsrechten	Zeitschrift für vergleichende Rechtswissenschaft, 104 (2005), pp. 116-122.				
C A S	2.	DIVIS, D.A.	Pact to make aerospace loans obtainable	Space.com at < <a href="http://www.space.com/business/space_treaty_000707.html">http://www.space.com/business/space_treaty_000707.html</a> >				C in general SP in general
C A	3.	DJOJONEG ORO, A.	The Unidroit proposal for a uniform air law: a new aircraft mortgage Convention?	Annals of Air and Space Law, 22 (1997), Part II, 53-66.				AP in general C in general Leasing

## EXAMPLE OF CASE (WORD FORMAT)

## ANNEX/ANNEXE 4

CASE LAW		
Convention: CMR		DB Number: CMR B 16
Country: Belgium	Court: Hof van Cassatie, Cour de Cassation (Supreme Court)	Date: 7 January 2000
Parties and/or Reference Number: Van Vlierden L., Engelen V., curator van het faillissement van Marcel Jans C/96.0204/N	Article(s) of the Convention: 32(2)	Other relevant Information: Lower instance: Cour d'appel d'Anvers 20 February 1996
Key words: Limitation of actions, suspension of period of limitation, written claim		
Mots-Clefs: Prescription des actions, suspensions de la prescription, Réclamation écrite		
Issues: 32.1.3; 32.2		
<p>Summary:</p> <p>A road carrier, when forced to apply to the courts to secure payment of invoices arising out of carriage, has one year in which to do so. Since such action concerns "another case" under the Convention, the limitation period begins to run "on the expiry of a period of three months after the making of the contract of carriage" (Article 32(1)(c) CMR).</p> <p>Can carrier issue a "written claim" prior to the court proceedings to suspend the limitation period until such time as its debtor "rejects the claim by notification in writing" (Article 32(2) CMR)?</p> <p>Quashing a decision by the Antwerp <i>Cour d'appel</i> of 20 February 1996 (unpublished), the <i>Cour de cassation</i> held that the suspension provided by Article 32(2) CMR was not applicable to actions brought by the carrier.</p> <p>French Summary:</p> <p>Un transporteur routier doit parfois avoir recours à la justice pour obtenir le paiement de ses factures de fret. Il dispose pour ce faire d'un délai d'un an; la prescription court, puisqu'il s'agit d'un "autre cas", "à partir de l'expiration d'un délai de trois mois à dater de la conclusion du contrat de transport" (article 32(1)(c) CMR).</p> <p>Peut-il faire précéder son action en justice d'une "réclamation écrite" qui suspende la prescription jusqu'au jour où son débiteur du fret la repousserait "par écrit" (article 32(2) CMR) ?</p> <p>Cassant un arrêt de la Cour d'appel d'Anvers du 20 février 1996 (non publié), la Cour de cassation considère que la suspension prévue par l'article 32(2) CMR ne concerne pas les actions mues par le transporteur.</p>		
<p>Full Text:</p> <p><b>HOF VAN CASSATIE VAN BELGIË (1ste kamer)</b></p> <p>7 januari 2000 C.96.0204.N</p> <p>[...]</p> <p>VAN VLIERDEN L. E.A. v. ENGELEN V, CURATOR VAN HET FAILLISSEMENT VAN MARCEL JANS HET HOF,</p> <p>Gehoord het verslag van afdelingsvoorzitter Verougstraete en op de conclusie van advocaat-generaal De Riemaecker;</p> <p>Gelet op het bestreden arrest, op 20 februari 1996 gewezen door het Hof van Beroep te Antwerpen;</p> <p>Over het middel, gesteld als volgt:</p> <p>schending van de artikelen 1 en 32 van het Verdrag van Genève van 19 mei 1956 betreffende de overeenkomst tot internationaal vervoer van goederen over de weg (CMR), goedgekeurd door de wet van 4 september 1962,</p> <p>[...]</p> <p>(...) dat (eisers) niet bewijzen deze schriftelijke vordering te hebben afgewezen: dat hun conclusies (waarin overigens geen standpunt ten gronde wordt ingenomen omtrent de litigieuze facturen) in eerste aanleg dateren van 26 augustus 1994 terwijl (verweerder) een nieuwe tegenvordering (waarvan de geldigheid niet betwist werd) heeft gesteld bij conclusies neergelegd op 15 september 1994; dat zodoende zelfs indien de conclusies van (eisers) in eerste aanleg genoemde afwijzing zou impliceren, de verjaring nog niet bereikt was op het ogenblik dat de tegenvordering op 15 september 1994 rechtsgeldig werd",</p> <p>[...]</p> <p>Te dezen de vordering tot het bekomen van betaling van achterstallige facturen uitging van de vervoerder en gericht was tegen de opdrachtgever, zodat geen schorsing van de verjaringstermijn overeenkomstig artikel 32.2 kon plaatsgrijpen,</p> <p>[...]</p>		
Source: Summary: ULR 2000, 852 / 853		
Text: European Transport Law, 2000, 671 – 674; <i>Revue de droit commercial belge</i> , 2000, 571		



## PROPOSED DEVELOPMENT OF THE UNILAW DATA BASE IN 2007

## ANNEX/ANNEXE 5

INSTRUMENT	TEXT	Issues	KEYWORDS	BIBLIOGRAPHY	CASES COLLECTED	CASES INSERTED IN DATA BASE	CASE SUMMARIES	
1956 CMR			Develop as cases and bibliography are developed	Continue progressive classification and insertion	Continue collection of cases	Insert as many as possible even if not complete	Obtain case summaries/insert those available, translate those	
1929 Warsaw	Make visible	Prepare issues	Prepare keywords	Classify and insert		Insert at least those linked to ULR case summary	ULR case summaries, see if others can be obtained	
1999 Montreal	Make visible	Prepare issues	Prepare keywords	Classify and insert		Insert at least those linked to ULR case summary	ULR case summaries, see if others can be obtained	
1978 Hamburg Rules				Classify Bibliography on Sea Transport				
1910 Brussels								
1952 Brussels Arrest								
1924 Hague Rules		Prepare issues E/F	Prepare keywords E/F				Insert at least those linked to ULR case summary	ULR case summaries, see if others can be obtained
1968 Hague-Visby Rules								
1972 London Collisions at Sea								
1974 York-Antwerp Rules								
1976 London LLMC								
2001 Cape Town Convention	Make visible			Finish classification and insert				
2001 Aircraft Protocol CT	Make visible	Prepare issues E/F	Prepare keywords E/F	Finish classification and insert				
1995 Cultural Property	Make visible	Insert issues E/F Prepare Issues F	Insert keywords E Prepare keywords F	Classify and insert				
1988 Leasing	Make visible	Prepare issues E/F	Prepare keywords E/F	Classify and insert				
1988 Factoring	Insert in E /F	Prepare issues E/F	Prepare keywords E/F	Classify and insert				



XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX